

Le concept de « Révolution atlantique »

Extraits de Marcel Dorigny, *Révoltes et révolutions en Europe et aux Amériques (1773-1802)*, Paris, Belin, 2004, p. 16 à 21.

« Curieusement, l'historiographie la plus ouvertement cosmopolite fut celle qui tenta d'imposer **le concept de « révolution atlantique » pour englober en un seul mouvement les révolutions d'Europe et d'Amérique du Nord ; on parla même de révolution occidentale » (Robert Palmer)**, ce qui revenait à marginaliser les aspects proprement nationaux des diverses révolutions, pour les regrouper dans un vaste mouvement transnational, commun aux deux rives de l'Atlantique. **Dans cette vision globale, chacune des Révolutions n'était plus qu'un maillon d'une chaîne qui partait des Révolutions anglaises du XVII^e siècle, passait par la Révolution américaine, puis celle de Suède, de Genève, du Portugal, des Provinces-Unies, d'Irlande, de Pologne, du Brabant, de Liège et, point d'aboutissement et éclosion maximale du fait révolutionnaire,** intégrant la Révolution française et ses extensions au vaste mouvement ainsi dessiné. **Le dénominateur commun à toutes ces Révolutions, outre leur plus ou moins grande proximité avec l'Atlantique (ce qui se discute pour la Pologne...), résidait dans l'aspiration à la conquête de la liberté, ou plus exactement des libertés :** liberté individuelle, liberté de conscience et d'expression, liberté des activités économiques et de la propriété, libertés politiques. L'égalité, second des termes emblématiques de la Révolution française et le plus riche d'implications contradictoires, passait dès lors au second plan, ou disparaissait des débats. **Curieusement cette chaîne des Révolutions atlantiques » n'incluait pas les Révolutions antiesclavagistes des Antilles,** celles où précisément l'égalité était la plus expressément exigée. Nous reviendrons dans notre dernière partie sur cet aspect.

Les œuvres majeures qui illustrent cette offensive pour faire prévaloir le concept de « Révolution atlantique » sont dues principalement à deux historiens, l'Américain Robert Palmer et le Français Jacques Godechot. Les ouvrages où ils ont donné, chacun de leur côté, une synthèse de cette théorie sont cités dans notre bibliographie. Cependant le point de départ de la polémique historiographique a été leur communication commune au Congrès international des sciences historiques de Rome, en 1955, également citée et commentée plus loin. S'agissant ici d'une présentation des regards historiographiques successifs, il nous semble intéressant de renvoyer le lecteur à l'interprétation qu'a donnée Jacques Godechot lui-même de cette émergence de la notion de « Révolution atlantique », près de vingt ans plus tard, dans un de ses derniers ouvrages, *Un jury pour la Révolution* (Paris, Robert Laffont, 1974) : sans aucunement renier son initiative, il en retrace la généalogie, faisant de Georges Lefebvre celui qui le mit en contact avec Palmer et rejetant l'objection majeure qui avait été faite au concept même de Révolution atlantique », en faisant une légitimation historique du traité de « l'Alliance atlantique et ceci au milieu des années 1950, en pleine Guerre froide. En 1974, Godechot relatant les circonstances de son long séjour américain de 1954, écrivait : J'étais personnellement hostile à ce traité et le gouvernement américain ne fit rien pour me faciliter le voyage [...] ce n'est assurément pas dans des dispositions favorables à l'OTAN que j'arrivai à New-York ». Ainsi, avec le recul, l'accusation portée contre ce concept était étroitement liée au contexte des luttes politiques, nationales et internationales, des années 50 et 60. L'idée même d'une « culture révolutionnaire » en partie commune aux sociétés riveraines de l'Atlantique fut en grande partie discréditée, et pour longtemps, en raison des circonstances de son émergence et de son instrumentalisation en dehors du milieu des historiens et des chercheurs qui en étaient à l'origine. Aujourd'hui ce débat n'est plus d'une actualité aussi brûlante et les historiens de la Révolution française se sont détournés de cet horizon. Pourtant **le concept d'Atlantic History a ressurgi ces deux dernières décennies, mais pour appréhender non plus seulement l'histoire des Révolutions, mais celle des « sociétés atlantiques »** dans leurs complexités et leurs multiples réseaux d'échange, tant culturels et intellectuels qu'économiques. **Vue sous cet angle considérablement élargi, l'idée d'une « Révolution atlantique » a perdu de sa spécificité, mais, en revanche, la conviction qu'il a existé au XVIII^e siècle une « culture atlantique », largement commune aux élites des sociétés riveraines de l'océan,** s'est affirmée comme un des acquis de la recherche internationale. **Ce qui reste**

en débat, ce n'est plus l'existence des réseaux et des échanges transatlantiques, mais le fait que de cette culture et de ces pratiques de sociabilité partagées ait pu jaillir une succession de «Révolutions» ayant une finalité commune, par-delà les voies propres à chaque société. Pour apprécier l'ampleur des recherches et des acquis en ces domaines, il suffit de renvoyer à quelques-unes des publications les plus récentes. Le colloque, tenu en 1999 à Leyde, autour du thème de «la nature de l'histoire atlantique», dont les actes ont été publiés (en anglais) dans le numéro 23 (1999/1) de la revue néerlandaise *Itinerario*, proposait un vaste panorama des recherches les plus récentes sur ces questions ; le numéro 33 (2001) de la revue *Dix-Huitième Siècle*, à L'Atlantique, donne un aperçu des recherches en cours, principalement françaises, mais aussi brésiliennes, américaines et britanniques; enfin, Pierre-Yves Beaurepaire a montré l'intensité des réseaux de sociabilité à l'échelle des deux mondes dans une synthèse récente, *La République universelle des francs-maçons* (Editions OuestFrance, 2000), qu'il est impératif de prendre en compte pour toute tentative de compréhension de l'ensemble des processus sociaux et culturels concernant l'espace défini par le sujet et sa chronologie.

La prise en compte des Révolutions de l'espace caraïbe (fort heureusement de plus en plus fréquente) dans la problématique globale de l'histoire des Révolutions de la fin des Lumières n'a fait qu'accentuer la prise de conscience de la dimension transatlantique des processus révolutionnaires et l'impossibilité de raisonner exclusivement en termes nationaux ou en terme « d'exception». [...]

- **L'émergence de l'aire caraïbe dans la problématique des Révolutions du siècle des Lumières**

L'histoire des Révolutions aux Antilles n'est certes pas une découverte récente pour les historiens français : une abondante historiographie spécialisée **existe depuis la fin du XIX^e siècle, voire les années 1860 pour l'histoire de l'esclavage et des abolitions** (par exemple l'ouvrage d'Augustin Cochin, *L'abolition de l'esclavage*, publié en 1861 à Paris). **Mais cette historiographie est restée confinée aux spécialistes d'histoire coloniale**, sans jamais véritablement passer cette frontière culturelle pour être intégrée à l'histoire générale des Révolutions, notamment de la Révolution française. Pour se convaincre de cette longue ignorance, ou peut-être plus justement de cette longue méfiance, il suffit de renvoyer le lecteur au dernier chapitre du livre, aujourd'hui classique, d'Yves Bénot, *La Révolution française et la fin des colonies* (Paris, La Découverte, 1987, 1988 et 2003). Dans ce chapitre final, judicieusement intitulé « Dans le miroir truqué des historiens », l'auteur passe en revue les plus grands noms (et même de moins grands !) de l'historiographie révolutionnaire, depuis les romantiques jusqu'aux historiens universitaires des années 1960-1980, et il constate qu'à l'exception notable de Jaurès, et plus discrètement de Georges Lefebvre dans les dernières éditions de son grand classique de la collection *Peuples et civilisations*, **tous ont ignoré l'histoire des Révolutions antiesclavagistes des Antilles, sauf pour en évoquer telles ou telles conséquences diplomatiques ou militaires dans la guerre entre les puissances européennes. Le constat est accablant, mais profondément révélateur d'une historiographie toute tournée vers «l'intérieur», au plus près des conflits politiques après de la Révolutions, souvent considérés comme matrice des clivages de longue durée de la société française** : républicains et monarchistes, libéraux et « dirigistes anticléricaux et religieux, modérés et radicaux, etc. La Révolution des Noirs n'avait pas sa place dans ces conflits, ne serait-ce qu'en raison des décalages difficiles à expliquer dans les prises de positions des contemporains: les Amis des Noirs, supposés avoir joué un rôle dans le processus d'abolition de l'esclavage en 1793-1794, étaient, à Paris, les chefs de la Gironde, alors que la plupart des Montagnards (avec de notables exceptions comme Chaumette ou, quoique moins explicitement, Robespierre) n'avaient pas pris ouvertement position sur ces questions, voire avaient joué un rôle négatif, comme André Amar ou Benoît Gouly, ou encore ambigu comme Saint-Just au printemps de l'an II ; et que dire du général Dugommier, vainqueur de Toulon, héros de la guerre en Espagne, mais grand planteur de Guadeloupe, résolument esclavagiste, tout en étant protégé par Augustin Robespierre et Marat ?

L'impossibilité de transposer directement les clivages politiques du champ politique métropolitain aux débats coloniaux a fortement contribué à semer le trouble et à tenir à l'écart ces questions de la « grande histoire » révolutionnaire, ce thème revenant aux « coloniaux » patentés, comme pouvait l'être dans les années 1930 et 1940 un Jean Saintoyant ou, plus tard, un historien comme Hubert Deschampsy **L'entrée de la Révolution française dans l'histoire des Révolutions noires est due à Gabriel Debien, au début des années 1950, avec la publication de son étude sur le Club Massiac**, première investigation en profondeur dans les archives du lobby colonial et esclavagiste au sein de la Révolution elle-même, de ses Comités parlementaires, de sa presse et de ses clubs, y compris celui des Jacobins jusqu'en 1791 au moins. Si Debien publia à plusieurs reprises dans les Annales historiques de la Révolution française (très régulièrement de 1946 à 1961, puis en 1966, 1967 et 1972), il n'en devint pas pour autant un historien reconnu de la Révolution et l'essentiel de son œuvre immense a été publié ailleurs. Surtout, l'entrée de l'histoire de la Révolution noire dans celle de la Révolution française vint de l'extérieur du petit monde des spécialistes, d'abord, ce fut la traduction française (en 1949) de l'ouvrage de l'historien et homme politique de Trinidad, C. L.R. Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue, régulièrement rééditée depuis, avec une préface retentissante de Pierre Naville, puis, en 1964, ce fut la publication du livre du grand poète martiniquais, et homme politique engagé, Aimé Césaire: Toussaint Louverture et la Révolution française, œuvre d'une qualité littéraire exceptionnelle et d'une force de conviction qui contribua largement à son rayonnement. Ces ouvrages sont certes aujourd'hui dépassés en érudition par les recherches des historiens de métier; ils n'en ont pas moins contribué fortement à faire entrer ce domaine historique dans le champ de la « Grande histoire » de la Révolution française.

Coïncidant avec l'émergence des forces de la décolonisation et avec l'accession à l'indépendance des peuples colonisés, cet intérêt pour la « face coloniale » occultée de la Révolution française est entré progressivement dans les mentalités, à défaut des manuels et des synthèses, même récentes. Une historiographie universitaire de ce sujet s'est constituée, principalement autour des universités implantées dans les ex-colonies, devenues Départements d'outre-mer en 1947. **Une véritable « école » historique s'est constituée autour des figures emblématiques des pionniers » que furent Léo Élisabeth, Lucien Abénon, Jacques Adélaïde-Merlande**, pour ne citer que ceux qui ne sont plus en activité universitaire aujourd'hui. En dehors du champ géographique de notre sujet, mais procédant d'une même logique, le département de la Réunion, autour de Claude Wanquet, vit se constituer une historiographie révolutionnaire de haut niveau. Le signe le plus tangible de cette prise en compte de l'irruption d'une « autre Révolution » au sein même du processus de la révolution française, et in fine contre elle, fut le **nombre de colloques des années du bicentenaire (1988-1994) qui ont été consacrés entièrement à cette histoire, tant en France métropolitaine que dans les départements d'outre-mer ou à l'étranger** : Sénégal, Bénin, Haïti, Tunisie, Cuba, Venezuela, etc. Le volume de synthèse, Les colloques du bicentenaire (M. Vovelle dir., Paris, La Découverte et Société des études robespierristes, 1991), montre parfaitement l'ampleur de la mutation et l'émergence d'un sujet largement occulté au cœur de la célébration du bicentenaire.

Au cours des années 1990, l'essor des recherches consacrées à ces Révolutions noires s'est accentué, largement porté par les anniversaires des abolitions de l'esclavage (en 1993 et 1994), puis relancé par le 150^e anniversaire de la « seconde » abolition française de l'esclavage, en 1848, célébration qui conduisait à interroger un point sombre de cette histoire: le rétablissement de l'esclavage par Bonaparte en 1802, l'année de clôture de notre sujet. Si l'historiographie révolutionnaire avait longtemps négligé, ignoré ou tenu pour marginale l'abolition de l'esclavage par la Convention en février 1794, celle du Consulat et de Napoléon a, jusqu'à aujourd'hui, systématiquement occulté, à de rares exceptions près (voir l'article de Marcel Champion dans le Dictionnaire Napoléon, sous la direction de Jean Tulard) le rétablissement intégral de l'esclavage, de la traite négrière et du Code noir par le Premier consul en mai 1802; décret appliqué militairement en Guadeloupe, mais impossible à mettre en œuvre à Saint-Domingue qui rompit le « pacte colonial » et proclama son indépendance le 1^{er} janvier 1804. La bibliographie donne le détail des publications importantes qui ont jalonné cette lente intégration, encore inachevée, de cette « autre Révolution », qu'il faudrait peut-être qualifier de « Révolution de l'autre », en ce sens qu'elle concerne une population longtemps ignorée de

l'Europe, que le XIXe siècle avait rangée dans une sorte de sous-humanité et que la première moitié du XXe siècle avait encore exposée dans des « zoos humains » ou des « expositions coloniales », dont on découvre aujourd'hui toute l'horreur et tout l'arrière-plan anthropologique inégalitaire. Faire entrer l'histoire des Révolutions de la Caraïbe de plain-pied dans l'historiographie des Révolutions occidentales s'est révélé être une tâche de longue haleine, loin d'être achevée, mais qui, par la délimitation même de cette question de concours, se hisse au rang des grandes questions d'histoire, faisant « jeu égal » avec ses devancières, non par la chronologie (puisqu'elles furent simulta— nées), mais par l'avance incontestable de la recherche historique.

Si la « rencontre » historiographique entre Révolution française et Révolution des Antilles fut si tardive et si incomplète, il ne faut pas généraliser outre mesure ce décalage et cette réticence. En effet, alors que les historiens français tardaient à prendre en compte les processus révolutionnaires antiesclavagistes pour ne voir dans l'abolition de l'esclavage, votée le 16 pluviôse an II, qu'un geste unilatéral de la Convention montagnarde qui apportait (octroyait, disait-on parfois) ainsi la liberté aux Noirs des colonies, l'historiographie américaine défrichait de vastes territoires, y compris dans le champ francophone, à Saint-Domingue tout particulièrement. Marqués par une forte présence des « afro-américains » sur leur sol, les Américains ont été sensibilisés à ce sujet très tôt, comme en attestent l'abondance et la qualité des publications. En ce qui concerne « l'ère des Révolutions » qui nous préoccupe ici, il suffira de rappeler l'importance des publications de David Brion Davis, *The Problem of slavery in the age of revolution* (Ithaca, Cornell University Press, 1975), et ceux d'Eugène Genovese, *L'économie politique de l'esclavage* (Paris, Editions Maspéro, 1968) et *From rebellion to revolution: afro-american slave revolt in the making of the New World* (New York, Vintage Books, 1997). Concernant plus spécifiquement Saint-Domingue, les travaux pionniers de David Geggus, *Slavery, war and revolution; the British occupation of Saint-Domingue, 1793-1798* (Oxford, Clarendon Press, 1982), et plus récemment, en collaboration avec David B. Gaspar, *A Turbulent Time: The French Revolution and the Greater Caribbean* (Bloomington, Indiana University Press, 1997) et enfin, *The impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World* (University of South Carolina Press, 2001) ; et ceux de Carolyn Fick, *The making of Haiti; the Saint-Domingue Revolution from below* (Knoxville, University of Tennessee Press, 1990) sont indispensables à notre démarche”.